



Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. limitée
2 octobre 2009
Français
Original: anglais

Conférence des Parties

Neuvième session

Buenos Aires, 21 septembre-2 octobre 2009

Point 6 a) de l'ordre du jour

Plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer

la mise en œuvre de la Convention (2008-2018):

Rapport sur l'application du plan-cadre stratégique décennal

visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention (2008-2018)

Application du plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention (2008-2018)

Projet de décision présenté par le Président du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

La Conférence des Parties,

Rappelant la décision 3/COP.8, par laquelle les Parties ont adopté le plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention (2008-2018), ci-après dénommé la «Stratégie»,

Rappelant également les directives relatives aux orientations stratégiques du Comité de la science et de la technologie (CST), du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC), du Mécanisme mondial et du secrétariat, et à l'approche méthodologique applicable à la gestion axée sur les résultats, que les Parties ont formulées à la septième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention dans le document ICCD/CRIC(7)/5,

Ayant examiné le document ICCD/CRIC/8/2 et ses additifs et le document ICCD/COP(9)/CST/3,

Soulignant l'importance d'un fonctionnement efficace et coordonné du CST, du CRIC, du Mécanisme mondial et du secrétariat pour aider les Parties à appliquer la Stratégie,

1. *Prend note avec satisfaction* des progrès réalisés par le secrétariat et le Mécanisme mondial dans l'application d'une méthode de gestion axée sur les résultats pour la planification de leurs programmes;

2. *Approuve* l'orientation stratégique du CST, du CRIC, du Mécanisme mondial et du secrétariat, telle qu'elle ressort des plans de travail joints en annexe;

3. *Demande* au CST, au CRIC, au Mécanisme mondial et au secrétariat d'utiliser les plans de travail joints en annexe, en organisant leurs travaux d'une manière

qui cadre avec les dispositions de la Convention et soit conforme aux directives formulées dans la Stratégie;

4. *Demande également* au CST, au CRIC, au Mécanisme mondial et au secrétariat d'élaborer chacun un plan de travail pluriannuel (2012-2015) en utilisant et en développant encore la méthode de gestion axée sur les résultats et au secrétariat d'intégrer ces plans dans le plan de travail pluriannuel général relatif à la Convention, conformément à la décision 3/COP.8 et à la Stratégie, pour examen à la dixième session de la Conférence des Parties.

A. Comité de la science et de la technologie

5. *Demande* au CST de poursuivre ses travaux sur la mise au point et la sélection d'indicateurs et les méthodes à employer pour observer et évaluer les incidences de la mise en œuvre de la Convention;

6. *Demande également* au CST de poursuivre ses travaux pour permettre à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (la Convention) de faire autorité au niveau mondial dans le domaine des connaissances scientifiques et techniques concernant la désertification, la dégradation des terres et l'atténuation des effets de la sécheresse dans les zones touchées telles qu'elles sont définies à l'alinéa *h* de l'article premier de la Convention;

B. Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

7. *Décide* que le CRIC devrait effectuer son évaluation de la mise en œuvre en 2010 et 2012 et son examen des résultats en 2011 et 2013, en utilisant les informations figurant dans les rapports présentés dans les Parties et les autres entités concernées en vue de produire des recommandations ciblées et des projets de décision pour examen par la Conférence des Parties;

8. *Demande* au secrétariat de faciliter le processus de présentation des rapports et d'élaborer des outils à cet effet à l'intention des Parties et des entités concernées, en leur permettant de se référer à une méthode provisoire pour le suivi de la mise en œuvre de la Convention et de la Stratégie;

9. *Demande également* au secrétariat d'inclure dans les nouvelles directives relatives à l'établissement des rapports des dispositions permettant aux organisations de la société civile de fournir des contributions au CRIC, concernant en particulier les meilleures pratiques;

10. *Demande en outre* au secrétariat d'établir des modèles de présentation pour examen par le Bureau du CRIC, de façon à favoriser une interaction accrue lors de la neuvième session du CRIC;

11. *Décide* que le CRIC aidera la Conférence des Parties à préparer l'examen à mi-parcours de la Stratégie en 2013 et *demande* au Bureau du CRIC de définir, avec le concours du secrétariat, des modalités, des critères et un mandat appropriés pour cet examen, afin que la Conférence des Parties les étudie;

C. Mécanisme mondial

12. *Demande* au Mécanisme mondial de centrer encore davantage ses activités sur l'appui à la mobilisation de ressources en vue de la mise en œuvre de la Convention;

13. *Engage instamment* le Mécanisme mondial à continuer d'aider les pays parties touchés à élaborer des cadres d'investissement intégrés pour mobiliser des ressources correspondant aux besoins exprimés dans leurs programmes d'action au titre de la Convention;

D. Secrétariat

14. *Demande* au secrétariat de continuer d'apporter son concours aux pays et aux régions touchés dans le cadre de son plan de travail;

15. *Invite* le secrétariat à poursuivre ses efforts pour appuyer des mesures coordonnées visant à remédier à la désertification, à la dégradation des terres et à la sécheresse et à recourir à une gestion durable des terres dans les zones touchées telles qu'elles sont définies à l'alinéa *h* de l'article premier de la Convention;

16. *Demande* au secrétariat de renforcer encore son appui au CST et la constitution de partenariats;

17. *Demande également* au secrétariat d'étoffer ses fonctions de mobilisation de ressources pour exécuter ses activités;

E. Coordination entre le secrétariat et le Mécanisme mondial

18. *Demande* au secrétariat et au Mécanisme mondial de coopérer davantage en vue de faire progresser l'objectif stratégique 4 de la Stratégie;

19. *Demande également* au secrétariat et au Mécanisme mondial d'améliorer le rapport coût-efficacité et la cohérence de leurs activités en les coordonnant davantage dans le cadre de leur programme de travail commun et conformément à leurs mandats respectifs;

F. Société civile

20. *Rappelle* aux Parties et aux institutions et organes subsidiaires de la Convention qu'ils doivent activement associer les organisations de la société civile à l'exécution de la Stratégie et des plans de travail.

Annexe I

Plan de travail pluriannuel du secrétariat pour 2010-2013

Sous-programme 1 – Plaidoyer, sensibilisation et éducation

Influer activement sur les mécanismes et les acteurs internationaux, nationaux et locaux compétents pour s'attaquer efficacement aux problèmes de la désertification/dégradation des terres et de la sécheresse

<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
1.0 Le secrétariat appuie efficacement l'examen des contributions du CRIC et du CST à l'objectif opérationnel concernant le plaidoyer, la sensibilisation et l'éducation dans le contexte du plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention (2008-2018) (la Stratégie).	Les informations générales fournies par le secrétariat concernant le plaidoyer, la sensibilisation et l'éducation sont prises en compte dans les recommandations du CRIC.
<i>Catégorie de résultats:</i>	<i>Risques/hypothèses:</i>
1.1 Les principaux groupes d'intérêts aux niveaux international, national et local sont efficacement informés des problèmes de la désertification/ dégradation des terres et de la sécheresse ainsi que des synergies entre la lutte contre ces problèmes et l'adaptation aux changements climatiques, leur atténuation et la préservation de la biodiversité.	Les Parties appuient les efforts du secrétariat visant à faire mieux connaître les questions liées à la désertification, à la dégradation des terres et à la sécheresse ainsi que les synergies qui s'y rapportent dans le cadre du mandat de la Convention.
<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
1.1.1 L'importance des moyens de traiter les problèmes de la désertification/ dégradation des terres et de la sécheresse afin de résoudre certains grands problèmes mondiaux est mieux prise en compte.	Quantité d'informations figurant dans les médias et utilisation des produits d'information

<i>Catégorie de résultats:</i>	<i>Risques/hypothèses:</i>
1.2 Les problèmes de la désertification/dégradation des terres et de la sécheresse sont abordés dans les enceintes internationales pertinentes, notamment celles où sont traitées les questions concernant le commerce des produits agricoles, l'adaptation aux changements climatiques, la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité, le développement rural, le développement durable et la lutte contre la pauvreté.	<p>Les Parties s'emploient activement à soutenir et à mieux connaître le rôle et le mandat de la Convention en leur qualité de Parties aux autres conventions de Rio et de membres d'institutions internationales compétentes.</p> <p>Des instances internationales spécialisées sont disposées à prendre en compte les questions relatives à la désertification/dégradation des terres et à la sécheresse aux fins d'examen et/ou de décision.</p>
<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
1.2.1 Le secrétariat contribue efficacement à faire reconnaître la Convention comme référence normative et comme centre de coordination mondial pour les questions liées à la désertification/dégradation des terres et à la sécheresse.	<p>Nombre d'invitations à présider des manifestations de haut niveau ou à y prendre la parole adressées au secrétariat</p> <p>Nombre de références à la Convention dans les conclusions et résolutions issues des réunions des Nations Unies et des mécanismes régionaux et sous-régionaux dans lesquelles le secrétariat a pris la parole.</p>
<i>Catégorie de résultats:</i>	<i>Risques/hypothèses:</i>
1.3 Les organisations de la société civile et les milieux scientifiques du Nord comme du Sud sont de plus en plus largement associés en tant que parties prenantes aux activités liées à la Convention, et leurs initiatives en matière de plaidoyer, de sensibilisation et d'éducation font une place aux problèmes de la désertification/ dégradation des terres et de la sécheresse.	<p>Les Parties acceptent et appuient le rôle actif et important des organisations de la société civile.</p> <p>Les ONG concernées ont la capacité institutionnelle d'entreprendre d'importantes initiatives et d'y donner suite.</p>

<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
1.3.1 Les mécanismes de participation des organisations de la société civile sont améliorés, celles qui sont parrainées prennent davantage d'initiatives en matière de sensibilisation et elles bénéficient d'un meilleur financement pour participer aux réunions.	<p>Volume des ressources financières consacrées à la participation des organisations de la société civile aux sessions de la Conférence des Parties à la Convention</p> <p>Nombre d'initiatives prises en matière de sensibilisation par les organisations de la société civile parrainées</p> <p>Mesure dans laquelle les rapports de la Conférence des Parties et du CRIC tiennent compte des contributions des organisations de la société civile</p>
1.3.2 Les étudiants et les associations de jeunes ayant accès à des matériels éducatifs sur les questions liées à la désertification, à la dégradation des terres et à la sécheresse utilisent ceux-ci de plus en plus.	Mesure dans laquelle les écoles et les universités utilisent des informations sur la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse à des fins éducatives.

Sous-programme 2 – Cadre d'action

Œuvrer à la création d'un climat général favorable à la recherche de solutions pour combattre la désertification et la dégradation des terres et atténuer les effets de la sécheresse

<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
2.0 Le secrétariat appuie efficacement l'examen par le CRIC de l'objectif opérationnel concernant le cadre d'action dans le contexte de la Stratégie.	Les informations générales fournies par le secrétariat concernant le cadre d'action sont prises en compte dans les recommandations du CRIC.
<i>Catégorie de résultats:</i>	<i>Risques/hypothèses:</i>
2.1 Les facteurs politiques, institutionnels, financiers et socioéconomiques conduisant à la désertification et à la dégradation des terres et les obstacles à la gestion durable des terres sont évalués et des mesures appropriées sont recommandées en vue de les supprimer.	Les Parties sont disposées à appuyer l'évaluation des facteurs conduisant à la désertification, à la dégradation des terres et à la sécheresse et des obstacles à la gestion durable des terres, ainsi qu'à recommander des mesures en vue de supprimer ces obstacles.

<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
2.1.1 De plus en plus de programmes d'action régionaux sont remaniés en vue de les aligner sur la Stratégie.	Nombre de programmes d'action régionaux alignés sur la Stratégie
2.1.2 Meilleure compréhension des liens entre la mise en œuvre de la Convention et les actions visant à répondre aux problèmes de la rareté de l'eau, de la foresterie, des disparités entre les sexes et des migrations ainsi qu'aux questions intersectorielles de gouvernance connexes	Nombre de références à la Convention, aux problèmes de la désertification/dégradation des terres et de la sécheresse, et/ou à la gestion durable des terres dans les rapports et les résolutions issus des grandes réunions consacrées à la rareté de l'eau, aux forêts, aux disparités entre les sexes et aux migrations qui intéressent les zones arides
<i>Catégorie de résultats:</i>	<i>Risques/hypothèses:</i>
2.2 Les pays parties touchés révisent leur programme d'action national pour en faire un document de stratégie fondé sur des données de référence biophysiques et socioéconomiques et l'incorporent dans des cadres d'investissement intégrés.	Les pays parties touchés intègrent de plus en plus leur plan d'action national dans leur cadre de planification stratégique national.
2.3 Les pays parties touchés intègrent leur plan d'action national et les questions liées à la gestion durable des terres et à la dégradation des sols dans leurs plans de développement ainsi que dans leurs plans et politiques sectoriels et d'investissement pertinents.	
<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
2.3.1 Efficacité accrue des services d'appui fournis aux pays aux fins de l'alignement et de l'intégration de leurs programmes d'action nationaux grâce à la coopération avec le PNUD	Nombre de programmes d'action nationaux alignés sur la Stratégie avec l'appui du secrétariat
2.3.2 Les pays parties touchés bénéficient d'un appui accru des principaux organismes et programmes de coopération multilatéraux pour intégrer leurs programmes d'action nationaux et les questions de la gestion durable des terres et de la dégradation des terres dans leurs plans de développement et dans leurs plans et politiques sectoriels et d'investissement pertinents.	Nombre de politiques et d'approches adoptées par la FAO, le PNUD et le PNUE qui tiennent compte des programmes d'action nationaux et des questions liées à la gestion durable des terres et à la dégradation des terres dans les zones arides sur la base de contributions fournies au titre de la Convention

Catégorie de résultats:	Risques/hypothèses:
2.4 Les pays parties développés intègrent les objectifs de la Convention et les interventions en faveur de la gestion durable des terres dans leurs programmes/projets de coopération pour le développement en même temps qu'ils appuient les plans sectoriels et d'investissement nationaux.	Les pays parties développés sont disposés à donner un rang de priorité plus élevé aux objectifs de la Convention.
2.5 Des mesures créant une synergie entre les programmes d'action contre la désertification et la dégradation des terres et les initiatives en faveur de la préservation de la biodiversité, de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation à ces changements sont mises en place ou renforcées de façon à accroître l'impact des interventions.	Les secrétariats d'autres conventions sont disposés à coopérer et à rechercher activement des synergies prenant en compte le programme et les activités de la Convention pour ce qui est de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse dans les zones arides.
<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
2.5.1 Meilleure compréhension de l'importance des questions liées à la désertification, à la dégradation des terres, à la sécheresse et à la gestion durable des terres dans la lutte contre les changements climatiques et la préservation de la biodiversité	Nombre de références à la désertification, à la dégradation des terres, à la sécheresse et à la gestion durable des terres dans les rapports et résolutions issus de réunions consacrées aux changements climatiques et à la biodiversité, sur la base de contributions fournies au titre de la Convention
2.5.2 La question de l'atténuation des effets de la sécheresse est prise en compte dans les programmes d'action menés au titre de la Convention.	Nombre de pays parties touchés qui adoptent des mesures d'atténuation des effets de la sécheresse dans le cadre de leurs programmes d'action

Sous-programme 3 – Science, technologie et connaissances

Faire autorité au niveau mondial dans le domaine des connaissances scientifiques et techniques concernant la désertification/dégradation des terres et l'atténuation des effets de la sécheresse

<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
3.0 Le secrétariat appuie efficacement l'examen par le CRIC et le CST de l'objectif opérationnel concernant la science, la technologie et les connaissances dans le cadre de la Stratégie.	Mesure dans laquelle les informations générales fournies par le secrétariat sur la réalisation de l'objectif opérationnel concernant la science, la technologie et les connaissances sont prises en compte dans les recommandations formulées par le CRIC.

<i>Catégorie de résultats:</i>	<i>Risques/hypothèses:</i>
3.1 Un soutien est apporté pour le suivi national de l'évolution des conditions biophysiques et socioéconomiques et l'analyse de la vulnérabilité correspondante dans les pays touchés.	Les pays parties touchés sont désireux et en mesure de réaliser des évaluations et des études de cas et de les mettre à la disposition de la Convention.
<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
3.1.1 Les Parties et d'autres acteurs clefs adoptent une approche commune pour suivre et examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie.	Mesure dans laquelle les informations contenues dans les rapports des Parties et d'autres acteurs clefs sont comparables entre elles et pertinentes pour le suivi des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs opérationnels.
3.1.2 Le secrétariat appuie efficacement le processus itératif et les exercices pilotes de suivi des indicateurs d'impact en vue de la mise au point d'un sous-ensemble révisé d'indicateurs d'impact.	Les informations générales fournies par le secrétariat sur l'état du processus itératif et des exercices pilotes de suivi des indicateurs d'impact sont prises en compte dans les recommandations du CST.
3.1.3 Le secrétariat appuie efficacement les travaux du CST sur l'harmonisation des modalités d'utilisation du sous-ensemble révisé d'indicateurs d'impact.	Mesure dans laquelle les informations générales fournies par le secrétariat sur l'harmonisation des modalités d'utilisation du sous-ensemble révisé d'indicateurs d'impact sont prises en compte dans les recommandations du CST.
<i>Catégorie de résultats:</i>	<i>Risques/hypothèses:</i>
3.2 Une base de référence est constituée à partir des données les plus fiables disponibles concernant l'évolution des conditions biophysiques et socioéconomiques, et les approches scientifiques en la matière sont peu à peu harmonisées.	Les Parties concernées sont disposées à concilier des vues divergentes afin de disposer d'un modèle de référence universellement accepté.
<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
3.2.1 Les recommandations faites par le secrétariat sont de plus en plus prises en compte dans les travaux du CST portant sur l'élaboration de méthodes scientifiques harmonisées en vue de définir des valeurs de référence et des objectifs.	Mesure dans laquelle les informations générales fournies par le secrétariat sur l'harmonisation des méthodes scientifiques en vue de définir des valeurs de référence et des objectifs sont prises en compte dans les recommandations du CST.

<i>Catégorie de résultats:</i>	<i>Risques/hypothèses:</i>
3.3 Les facteurs biophysiques et socioéconomiques et leurs interactions dans les zones touchées sont mieux connus, ce qui permet d'améliorer le processus décisionnel.	Les pays parties touchés peuvent améliorer la qualité des informations et des données figurant dans leurs rapports nationaux et les fonds sont suffisants pour financer la participation de scientifiques.
<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
3.3.1 Les contributions très diversifiées des milieux scientifiques mobilisés par le secrétariat appuient efficacement les travaux du CST sur les thèmes prioritaires.	Volume des contributions diversifiées émanant de la communauté scientifique dont le CST peut tirer parti dans ses travaux sur les thèmes prioritaires.
<i>Catégorie de résultats:</i>	<i>Risques/hypothèses:</i>
3.4 Les interactions entre l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de la sécheresse et la remise en état des terres dégradées dans les zones touchées sont mieux connues, ce qui permet de mettre au point des outils d'aide à la décision.	Le caractère indépendant des processus régissant l'adaptation aux changements climatiques n'est pas un facteur de nature à limiter la mise au point de ces outils.
<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
3.4.1 Le secrétariat appuie efficacement les travaux du CST ayant pour objet de définir les modalités de coopération avec les organes subsidiaires scientifiques de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Convention sur la diversité biologique.	Les informations générales fournies par le secrétariat sur les modalités de coopération avec les organes subsidiaires scientifiques de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Convention sur la diversité biologique sont prises en compte dans les recommandations du CST.
3.4.2 Le secrétariat appuie efficacement l'examen par le CST des liens entre ses travaux et ceux d'autres organismes et organes concernant les interactions entre l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation des effets de la sécheresse et la remise en état des terres dégradées.	Les informations générales fournies par le secrétariat sur les liens entre les travaux du CST et ceux d'autres organismes et organes concernant les interactions entre l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation des effets de la sécheresse et la remise en état des terres dégradées dans les zones arides sont prises en compte dans les recommandations du CST.

<i>Catégorie de résultats:</i>	<i>Risques/hypothèses:</i>
3.5 Des mécanismes efficaces de partage des connaissances, y compris les connaissances traditionnelles ¹ , sont en place aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national pour aider les décideurs et les utilisateurs finals, notamment par le recensement et la mise en commun des meilleures pratiques et des exemples de réussite.	Les pays parties touchés sont disposés à utiliser et à mettre au point des mécanismes de partage des connaissances.
<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
3.5.1 Les informations et les connaissances sur les questions relatives à la Convention, les problèmes de désertification/dégradation des terres et de sécheresse et la gestion durable des terres, notamment les meilleures pratiques et les exemples de réussite, sont utilisées par les scientifiques intéressés et d'autres spécialistes.	La composante scientifique du système global de gestion des connaissances relevant de la Convention, organisée par zone géographique et par thème, est mise à profit.
<i>Catégorie de résultats:</i>	<i>Risques/hypothèses:</i>
3.6 Les réseaux et établissements scientifiques et technologiques compétents dans les domaines de la désertification/dégradation des terres et de la sécheresse sont invités à apporter leur soutien à la mise en œuvre de la Convention.	La communauté scientifique est disposée à apporter son soutien actif au processus de mise en œuvre de la Convention.
<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
3.6.1 Les dispositions visant à faire appel aux sciences et aux institutions sont améliorées.	Participation accrue des milieux scientifiques et des institutions aux travaux du CST

¹ À l'exclusion des connaissances traditionnelles relatives aux ressources génétiques.

Sous-programme 4 – Renforcement des capacités

Recenser et satisfaire les besoins en matière de renforcement des capacités pour prévenir et enrayer la désertification et la dégradation des terres et pour atténuer les effets de la sécheresse

<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
4.0 Le secrétariat appuie efficacement l'examen par le CRIC de l'objectif opérationnel concernant le renforcement des capacités dans le cadre de la Stratégie.	Mesure dans laquelle les informations générales fournies par le secrétariat sur le renforcement des capacités sont prises en compte dans les recommandations du CRIC.
<i>Catégorie de résultats:</i>	<i>Risques/hypothèses:</i>
4.1 Les pays ayant procédé à l'auto-évaluation de leurs capacités nationales exécutent les plans d'action qui en résultent afin de mettre en place les moyens nécessaires aux niveaux individuel, institutionnel et systémique pour lutter contre la désertification/dégradation des terres et la sécheresse à l'échelle nationale et locale.	Les organisations et institutions sont disposées à appuyer les efforts de renforcement des capacités liées à la Convention.
4.2 Les pays qui n'ont pas encore évalué leurs besoins en matière de capacités entreprennent de le faire afin de déterminer les moyens nécessaires pour lutter contre la désertification/dégradation des terres et la sécheresse à l'échelle nationale et locale.	
<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
4.1 Possibilités accrues de mener des activités ciblées de renforcement des capacités au titre de la Convention	Les Parties à la Convention participent à un programme de renforcement des capacités scientifiques.

Sous-programme 5 – Financement et transfert de technologie

Mobiliser des ressources financières et technologiques aux niveaux national, bilatéral et multilatéral, et faire en sorte qu'elles soient mieux ciblées et coordonnées pour en accroître l'impact et l'efficacité

<i>Catégorie de résultats:</i>	<i>Risques/hypothèses:</i>
5.1 Les pays parties touchés mettent en place des cadres d'investissement intégrés visant à mobiliser des ressources nationales, bilatérales et multilatérales pour accroître l'efficacité et l'impact des interventions.	Les pays parties et d'autres parties prenantes sont disposés à affecter des ressources à la réalisation des objectifs définis dans la Stratégie.

<i>Catégorie de résultats:</i>	<i>Risques/hypothèses:</i>
<p>5.2 Les pays parties développés fournissent des ressources financières importantes, adéquates, prévisibles et en temps voulu à l'appui des initiatives internes visant à enrayer et prévenir la désertification et la dégradation des terres et à atténuer les effets de la sécheresse.</p> <p>5.3 Les Parties intensifient leurs efforts en vue de mobiliser des ressources financières auprès des institutions financières, des mécanismes et des fonds internationaux, dont le FEM, en militant en faveur de la mise en œuvre de la Convention et de la gestion durable des terres au sein des organes directeurs des institutions compétentes.</p>	<p>Les institutions financières internationales, le Conseil du FEM et d'autres mécanismes et fonds sont disposés à accorder un rang de priorité plus élevé aux questions liées à la gestion durable des terres.</p>
<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
<p>5.3.1 Meilleure compréhension de l'importance des questions liées à la désertification, à la dégradation des terres, à la sécheresse et à la gestion durable des terres par le FEM, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et la Banque mondiale</p>	<p>Nombre de références aux questions liées à la désertification, à la dégradation des terres, à la sécheresse et à la gestion durable des terres dans les stratégies, rapports et décisions du FEM, du FIDA et de la Banque mondiale tenant compte d'informations fournies au titre de la Convention</p>
<i>Catégorie de résultats:</i>	<i>Risques/hypothèses:</i>
<p>5.4 Des sources et des mécanismes de financement novateurs sont recherchés pour combattre la désertification et la dégradation des terres et atténuer les effets de la sécheresse, notamment auprès du secteur privé, par le jeu de mécanismes fondés sur le marché, à la faveur des échanges commerciaux, auprès de fondations et d'organisations de la société civile et par le biais d'autres mécanismes de financement visant l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation, la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité, ainsi que la réduction de la faim et de la pauvreté.</p>	<p>Des sources et des mécanismes de financement novateurs peuvent être identifiés et sont accessibles.</p>
<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>
<p>5.4.1 Meilleure compréhension, par les Parties, des facteurs propices à une participation du secteur privé à la gestion durable des terres.</p>	<p>La Conférence des Parties examine la participation du secteur privé à la gestion durable des terres.</p>

Sous-programme 6 – Appui à la gestion

Catégorie de résultats: L'administration soutient activement la mise en œuvre de la stratégie.

Risques/hypothèses: Le personnel reste impliqué et motivé et renforce ses capacités.

a) Direction exécutive et administration

Effets escomptés

Indicateur de résultats

6.1 Intégrité et cohérence des activités relevant de la Convention

Les Parties expriment leur satisfaction.

6.2 Ressources gérées à la satisfaction des Parties

Mesure dans laquelle les ressources sont efficacement mises à profit dans toutes les tâches du secrétariat.

b) Services de conférence

Effets escomptés

Indicateur de résultats

6.3 Les Parties sont satisfaites de l'amélioration des conditions dans lesquelles les décisions peuvent être prises en connaissance de cause au niveau de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires.

Nombre de plaintes de la part des Parties au sujet des dispositions prises pour l'organisation des sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires

Nombre de documents officiels soumis aux Parties en temps voulu pour examen aux sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires.

6.4 Les échanges entre les représentants des Parties, les experts scientifiques et/ou d'autres acteurs clefs sont facilités avec efficacité.

Mesure dans laquelle les réunions, ateliers et séminaires demandés sont organisés dans les délais et dans les limites du budget alloué.

Mesure dans laquelle les documents, publications et matériels d'information demandés sont élaborés dans les délais et dans les limites du budget alloué.

c) Services administratifs et financiers et ressources humaines

Effets escomptés

Indicateur de résultats

6.5 Plus grande efficacité et transparence de l'administration et de la gestion financière

Réactions positives des vérificateurs externes des comptes

6.6 Amélioration des services du secrétariat en matière de technologies de l'information et de la communication

Satisfaction du personnel et des autres utilisateurs à l'égard des services

Annexe II

Programme de travail conjoint pour 2010-2011

Objectif opérationnel 1. Plaidoyer, sensibilisation et éducation

Influer activement sur les mécanismes et les acteurs internationaux, nationaux et locaux compétents pour s'attaquer efficacement aux problèmes de la désertification/dégradation des terres et de la sécheresse

<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>	<i>Réalisations communes</i>	<i>Modules de travaux et activités</i>
L'importance de financer une gestion durable des terres est mise en relief auprès des instances et des mécanismes concernés.	Soumission de contributions conjointes à au moins quatre instances et mécanismes.	Préparation, à l'intention de quatre instances et mécanismes, de documents d'information et de rapports de situation portant sur des questions clefs relatives à la désertification, à la dégradation des terres et à la sécheresse qui ont un rapport avec la mobilisation des ressources.	Élaboration de documents d'information conjoints et de rapports de situation préconisant la mobilisation de ressources en faveur de la gestion durable des terres.
Les Parties sont informées des résultats obtenus dans le cadre des instances et mécanismes internationaux qui sont susceptibles de renforcer les efforts de mobilisation de ressources aux fins de la mise en œuvre de programmes d'action.	Deux produits d'information conjoints sont fournis aux Parties.	Deux produits d'information conjoints.	Élaboration, à l'intention des Parties, de documents d'information conjoints qui présentent un intérêt pour la mobilisation de ressources financières qui seront consacrées aux problèmes de la désertification/ dégradation des terres et de la sécheresse.
Les organisations de la société civile disposent d'instruments améliorés pour leurs activités de plaidoyer en faveur de la gestion durable des terres.	Deux documents d'information conjoints sont fournis aux organisations de la société civile.	Documents d'information et rapports de situation sur la mobilisation de ressources en faveur de la gestion durable des terres.	Élaboration à l'intention d'organisations de la société civile de documents d'information conjoints qui présentent un intérêt pour la mobilisation de ressources financières qui seront consacrées aux problèmes de la désertification/dégradation des terres et de la sécheresse.

Objectif opérationnel 2. Cadre d'action

Cœuvrer à la création d'un climat général favorable à la recherche de solutions pour combattre la désertification/dégradation des terres et atténuer les effets de la sécheresse

<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>	<i>Réalisations communes</i>	<i>Modules de travaux et activités</i>
Une approche cohérente en matière d'harmonisation de la mise en œuvre des programmes d'action.	Au moins 12 pays touchés bénéficient de l'appui coordonné des deux organismes.	Cadre commun d'appui à l'harmonisation des programmes d'action.	Tenue régulière de consultations en vue de coordonner l'action des deux organismes en faveur de l'harmonisation de la mise en œuvre des programmes d'action par les Parties.
Meilleure connaissance, parmi les organismes de coopération bilatérale pour le développement, des moyens d'intégrer la question de la gestion durable des terres dans leurs programmes de développement.	Les pays développés conviennent de pratiques et de méthodes permettant d'intégrer efficacement la question de la gestion durable des terres dans les programmes de coopération pour le développement.	Informations à l'intention des pays développés concernant l'intégration de la question de la gestion durable des terres dans les programmes de développement.	<p>Organisation d'atelier(s) sur l'intégration de la question de la gestion durable des terres dans les programmes de coopération pour le développement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assemblage et élaboration de la documentation destinée à être utilisée dans le cadre d'ateliers. • Coopération avec des partenaires tels que l'Organisation de coopération et de développement économiques. • Organisation d'atelier(s)
Meilleure compréhension des moyens d'assurer une mise en œuvre synergique des trois Conventions de Rio dans le cadre de programmes d'action.	Diffusion, auprès des centres nationaux de liaison pour les questions relatives aux trois Conventions de Rio, d'informations sur les meilleures pratiques en matière d'utilisation synergique des mécanismes de financement des accords multilatéraux sur l'environnement.	Informations relatives aux meilleures pratiques en matière d'utilisation synergique des mécanismes de financement des accords multilatéraux sur l'environnement.	Recensement, compilation et diffusion d'informations sur les meilleures pratiques en matière d'utilisation synergique des mécanismes de financement des accords multilatéraux sur l'environnement.

Objectif opérationnel 5. Financement et transfert de technologies

Mobiliser des ressources financières et technologiques aux niveaux national, bilatéral et multilatéral, et faire en sorte de mieux les cibler et les coordonner pour en accroître l'impact et l'efficacité

<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>	<i>Réalisations communes</i>	<i>Modules de travaux et activités</i>
L'examen par le CRIC de l'état du financement de la mise en œuvre de la Convention se fonde sur des informations fiables.	50 % des recommandations formulées par le Mécanisme mondial et par le secrétariat sont prises en compte dans les recommandations du CRIC.	Document du CRIC comportant une analyse des informations financières figurant dans les rapports nationaux. Informations à l'intention du CRIC et de la Conférence des Parties concernant des questions clefs liées au financement de la gestion durable des terres.	Compilation, analyse et synthèse des informations relatives au financement et au transfert de technologies figurant dans les rapports soumis à la Conférence des Parties. Préparation, à l'intention du CRIC et de la Conférence des Parties, d'informations sur des questions clefs liées au financement de la gestion durable des terres. Contributions aux réunions régionales organisées en prévision des sessions du CRIC et de la Conférence des Parties.
Les organes directeurs des institutions financières, mécanismes et fonds internationaux sont mieux informés des besoins en ressources liés à la désertification/ dégradation des terres et à la sécheresse.	Des documents d'information et des rapports de situation sur les besoins en ressources liés à la désertification/dégradation des terres et à la sécheresse sont mis à la disposition d'au moins deux organes directeurs d'institutions financières, de mécanismes et de fonds internationaux.	Documents d'information et rapports de situation sur les besoins en ressources liés à la désertification/ dégradation des terres et à la sécheresse.	Élaboration et diffusion de documents d'information et de rapports de situation conjoints sur les besoins en ressources liés à la désertification/dégradation des terres et à la sécheresse.
Disponibilité accrue de moyens de financement d'une gestion durable des terres.	Les Parties étudient les différentes modalités de financement des activités liées aux problèmes de la désertification/dégradation des terres et de la sécheresse.	Un document présentant les différentes modalités possibles de financement des activités liées aux problèmes de la désertification/ dégradation des terres et de la sécheresse.	Élaboration d'un document présentant les options qui s'offrent en ce qui concerne la mise au point de modalités précises de financement des activités liées aux problèmes de la désertification/ dégradation des terres et de la sécheresse.

<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>	<i>Réalisations communes</i>	<i>Modules de travaux et activités</i>
Les pays touchés ont des possibilités accrues d'accès aux écotecnologies.	Mise en place d'un cadre de coopération aux fins du transfert de technologies.	Consultations sur l'objectif stratégique 4.	Organisation de consultations sur l'objectif stratégique 4.
		Rapport sur les possibilités qui s'offrent en matière d'accès aux écotecnologies. Cadre d'appui à la coopération en matière de transfert de technologies.	Appui à des initiatives visant à recenser les besoins technologiques et/ou à faciliter le transfert de technologies grâce, notamment, à des mécanismes de coopération décentralisée.

Un contexte général favorable au renforcement de la collaboration

<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>	<i>Réalisations communes</i>	<i>Modules de travaux et activités</i>
EE.1. Amélioration significative de la coordination, de la collaboration et de la communication entre les deux organismes.	Nombre de réunions de coordination entre le Mécanisme mondial et le secrétariat.	Documentation sur le programme de travail commun pour examen par le CRIC et par la Conférence des Parties.	Élaboration et suivi du programme de travail commun et établissement de rapports sur sa mise en œuvre.
		Le Mécanisme mondial et le secrétariat conviennent d'un cadre d'exécution du programme de travail commun.	Coordination des travaux d'élaboration des budgets qui seront soumis à la Conférence des Parties.
			Recensement des besoins en matière de coordination entre le Mécanisme mondial et le secrétariat.
			Mise en place d'un cadre de mise en œuvre du programme de travail commun, notamment échange d'informations entre la direction du Mécanisme mondial et le secrétariat concernant la mise en œuvre de leurs programmes de travail respectifs et du programme de travail commun.
			Échange périodique de matériels d'information entre le Mécanisme mondial et le secrétariat pour distribution aux parties prenantes.

<i>Effets escomptés</i>	<i>Indicateur de résultats</i>	<i>Réalisations communes</i>	<i>Modules de travaux et activités</i>
			<p>Mise en place d'un «réseau Intranet de la Convention» exclusivement réservé au personnel du secrétariat et du Mécanisme mondial permettant d'accéder à un fonds commun de documents et de consulter le calendrier des réunions, des missions et des initiatives.</p> <p>Collaboration concernant le système mondial de suivi des résultats et les indicateurs d'impact prévus par la Stratégie.</p>

Annexe III

Plan de travail pluriannuel du Mécanisme mondial (2010-2013)

Tableau 1

Plan de travail quadriennal relatif à l'objectif opérationnel 5 (Financement et transfert de technologie)

Objectif opérationnel 5 (Financement et transfert de technologie)

Mobiliser des ressources financières et technologiques aux niveaux national, bilatéral et multilatéral, et faire en sorte de mieux les cibler et les coordonner pour en accroître l'impact et l'efficacité

Catégorie de résultats:		Risques/hypothèses:	
Réalisations escomptées		Indicateur de résultats	
5.1.01	Les plates-formes régionales et sous-régionales de financement de la gestion durable des terres remplissent leur rôle avec l'appui du Mécanisme mondial.	Nombre de plates-formes régionales et sous-régionales de financement de la gestion durable des terres remplissant leur rôle avec l'appui du Mécanisme mondial.	
5.1.02	Les pays parties touchés adoptent des stratégies de financement intégrées au profit de la gestion durable des terres.	<p>Nombre de stratégies de financement intégrées du Mécanisme mondial adoptées par les pays parties touchés.</p> <p>Degré de satisfaction des pays parties à l'égard de l'appui fourni par le Mécanisme mondial (enquête).</p>	
5.1.03	Les pays parties touchés mettent en œuvre des stratégies de financement intégrées au profit de la gestion durable des terres.	<p>Nombre de pays parties touchés mettant en œuvre des stratégies de financement intégrées, conçues par le Mécanisme mondial, au profit de la gestion durable des terres.</p> <p>Degré de satisfaction des pays parties à l'égard de l'appui fourni par le Mécanisme mondial (enquête).</p>	
5.1.04	Des cadres d'investissement intégrés au profit de la gestion durable des terres, soutenus par le Mécanisme mondial, sont mis au point et approuvés par les pays parties touchés.	Nombre de cadres d'investissement intégrés, au profit de la gestion durable des terres, conçus par le Mécanisme mondial, qui sont approuvés par les pays parties touchés.	

<p>Catégorie de résultats:</p> <p>5.2 Les pays parties développés fournissent des ressources financières importantes, adéquates, prévisibles et en temps voulu à l'appui des initiatives internes visant à enrayer et prévenir la désertification et la dégradation des terres et à atténuer les effets de la sécheresse.</p>	<p>Risques/hypothèses:</p> <p>La conjoncture économique et politique ne fait pas obstacle à la réalisation des objectifs prioritaires fixés par les pays parties développés.</p> <p>Les stratégies d'investissement intégrées au profit de la gestion durable des terres sont élaborées sous la direction des pays en développement.</p>
<p>Réalisations escomptées</p> <p>5.2.01 Meilleure perception et connaissance des avantages économiques des investissements dans la gestion durable des terres en vue de la réalisation des objectifs de développement</p> <p>5.2.02 Les pays développés financent de plus en plus l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de financement intégrées au profit de la gestion durable des terres, dans le cadre de leur coopération bilatérale avec les pays concernés.</p> <p>5.2.03 Les pays développés financent de plus en plus les cadres d'investissements intégrés au profit de la gestion durable des terres.</p>	<p>Indicateur de résultats</p> <p>Nombre de pays parties développés ayant recours aux méthodes et aux documents de référence du Mécanisme mondial pour évaluer les investissements dans la gestion durable des terres.</p> <p>Nombre de programmes d'élaboration et de mise en œuvre de stratégies de financement intégrées au profit de la gestion durable des terres appuyés par le Mécanisme mondial et financés directement par les partenaires de développement.</p> <p>Accroissement en pourcentage de l'effort de financement des pays développés de l'appui aux cadres d'investissements intégrés au profit de la gestion durable des terres, promus par le Mécanisme mondial, selon les données du Moteur de recherche d'informations financières sur la dégradation des terres FIELD.</p>

<p>Catégorie de résultats:</p> <p>5.3 Les Parties intensifient leurs efforts en vue de mobiliser des ressources financières auprès des institutions financières, des mécanismes et des fonds internationaux, dont le FEM, en militant en faveur de la mise en œuvre de la Convention et de la gestion durable des terres au sein des organes directeurs des institutions compétentes.</p>	<p>Risques/hypothèses:</p> <p>Les institutions financières, les mécanismes et les fonds internationaux accordent davantage d'importance aux questions relatives à la gestion durable des terres et investissent davantage dans ce domaine.</p>
--	---

Réalisations escomptées	Indicateur de résultats
5.3.01 Les centres de liaison de la Convention se mettent en rapport avec les centres de liaison des institutions financières internationales dans les pays concernés pour les inciter à financer davantage les initiatives de lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse, et la promotion d'une gestion durable des terres.	Nombre d'interventions des centres de liaison des institutions financières internationales dans les domaines de la désertification, de la dégradation des terres, de la sécheresse et de la gestion durable des terres, encouragées par les centres de liaison de la Convention avec l'appui du Mécanisme mondial.
5.3.02 Meilleure connaissance, dans les institutions financières internationales, de la logique d'investissement dans la gestion durable des terres en vue d'atteindre les objectifs fixés au titre de la coopération pour le développement.	Nombre d'examen de portefeuilles de projets menés par des institutions financières internationales et des organismes bilatéraux, en collaboration avec le Mécanisme mondial.
5.3.03 Les pays parties touchés adoptent des programmes qui donnent lieu à un cofinancement.	Proportion de cofinancements s'associant aux investissements du FEM et d'autres mécanismes et fonds dans le cadre des programmes auxquels participe le Mécanisme mondial.
5.3.04 Accroissement des moyens de financement du FEM disponibles pour traiter les problèmes relevant de la Convention.	Nombre de consultations et/ou de contributions dans le cadre de l'Assemblée, du Conseil et du secrétariat du FEM.

Catégorie de résultats:	Risques/hypothèses:
5.4 Des sources et des mécanismes de financement novateurs sont recherchés pour combattre la désertification et la dégradation des terres et atténuer les effets de la sécheresse, notamment auprès du secteur privé, par le jeu de mécanismes fondés sur le marché, à la faveur des échanges commerciaux, auprès de fondations et d'organisations de la société civile et par le biais d'autres mécanismes de financement visant l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation, la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité, ainsi que la réduction de la faim et de la pauvreté.	L'utilité réelle des sources et des mécanismes financiers novateurs pour la gestion durable des terres et la Convention peut être évaluée de façon appropriée. Les nouvelles sources de financement s'ajoutent aux autres sources.

Réalisations escomptées	Indicateur de résultats
5.4.01 Les pays parties sont en mesure de reconnaître les nouvelles ressources et les possibles moyens d'y accéder dans le domaine de la gestion durable des terres.	Des modules sectoriels sur les nouvelles ressources sont mis au point et présentés dans les pays.
5.4.02 Des ressources sont mobilisées au profit de la gestion durable des terres auprès de sources et de mécanismes de financement novateurs.	Nombre de pays et de sous-régions bénéficiant d'une aide à la mobilisation de moyens de financement novateurs apportée par le Mécanisme mondial.

Catégorie de résultats:	Risques/hypothèses:
5.5 L'accès des pays parties touchés à la technologie est facilité par un financement adéquat, des incitations économiques et politiques efficaces et la fourniture d'un appui technique, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud et Nord-Sud.	Des technologies appropriées sont accessibles aux fins de la gestion durable des terres et des moyens de financement sont disponibles. Des intérêts et des sujets de préoccupations communs apparaissent entre partenaires de la coopération Sud-Sud et Nord-Sud.
Réalisations escomptées	Indicateur de résultats
5.5.01 Les partenariats Sud-Sud et Nord-Sud permettent aux pays parties touchés d'accéder au savoir sur les transferts de technologie.	Nombre d'initiatives permettant de mieux faire connaître les transferts de technologie dans les contextes de la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse, et de la gestion durable des terres. Nombre d'initiatives permettant de développer les transferts de technologie dans les contextes de la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse, et de la gestion durable des terres.

Tableau 2

Plan de travail quadriennal relatif à l'objectif opérationnel 1 (Plaidoyer, sensibilisation et éducation)

Objectif opérationnel 1 (Plaidoyer, sensibilisation et éducation)

Influer activement sur les mécanismes et les acteurs internationaux, nationaux et locaux compétents pour s'attaquer efficacement aux problèmes de la désertification/dégradation des terres et de la sécheresse

<p>Catégorie de résultats:</p> <p>1.2 Les problèmes de la désertification/ dégradation des terres et de la sécheresse sont abordés dans les instances internationales compétentes, notamment celles qui s'occupent de commerce des produits agricoles, d'adaptation aux changements climatiques, de la préservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique, de développement rural, de développement durable et de lutte contre la pauvreté.</p>	<p>Risques/hypothèses:</p> <p>Les Parties soutiennent activement et confirment le rôle et le mandat de la Convention en ce qui concerne les relations avec les autres instances.</p> <p>Les instances internationales visées sont disposées à prendre en considération et intégrer la gestion durable des terres dans leurs réflexions et leurs décisions.</p>
<p>Réalisations escomptées</p> <p>1.2.01 Les aspects financiers de la gestion durable des terres sont examinés par les instances compétentes.</p>	<p>Indicateur de résultats</p> <p>Nombre d'instances auxquelles le Mécanisme mondial participe qui examinent les aspects financiers de la gestion durable des terres.</p>

<p>Catégorie de résultats:</p> <p>1.3 Les organisations de la société civile et les milieux scientifiques du Nord et du Sud sont de plus en plus largement associés en tant que parties intéressées aux activités liées à la Convention; leurs initiatives en matière de plaidoyer, de sensibilisation et d'éducation font une place aux problèmes de la désertification/ dégradation des terres et de la sécheresse.</p>	<p>Risques/hypothèses:</p> <p>Les pays parties acceptent les organisations de la société civile comme partenaires de l'élaboration et de la mise en œuvre des cadres d'investissements intégrés.</p> <p>Les organisations de la société civile sont suffisamment encouragées à participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des cadres d'investissements intégrés et à y consacrer des ressources.</p>
<p>Réalisations escomptées</p> <p>1.3.01 Les organisations de la société civile participent à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies de financement intégrées et des cadres d'investissements intégrés.</p> <p>1.3.02 Les contributions du Mécanisme mondial ont pour effet direct d'inciter les milieux scientifiques à rassembler les arguments économiques plaidant pour l'accroissement des investissements dans la gestion durable des terres.</p>	<p>Indicateur de résultats</p> <p>Nombre de stratégies de financement intégrées et de cadres d'investissements intégrés soutenus par le Mécanisme mondial, auxquels les organisations de la société civile participent.</p> <p>Nombre de contributions du Mécanisme mondial, au moyen des stratégies de financement intégrées, des cadres d'investissements intégrés, du moteur de recherche FIELD et des analyses financières (examens des portefeuilles de projets et des dépenses publiques notamment), soutenant les initiatives des institutions scientifiques relatives au financement de la gestion durable des terres.</p>

Tableau 3

Plan de travail quadriennal relatif à l'objectif opérationnel 2 (Cadre d'action)
Objectif opérationnel 2 (Cadre d'action)

Œuvrer à la création d'un climat général favorable à la recherche de solutions pour combattre la désertification et la dégradation des terres et atténuer les effets de la sécheresse

Catégorie de résultats:

2.1 Les facteurs politiques, institutionnels, financiers et socioéconomiques conduisant à la désertification et à la dégradation des terres et les obstacles à la gestion durable des terres sont évalués et des mesures appropriées recommandées en vue de les supprimer.

Réalisations escomptées

2.1.01 Les pays parties sont conscients des facteurs financiers de la désertification et de la dégradation des terres, et des obstacles que rencontre la gestion durable des terres.

Risques/hypothèses:

La position de la Convention est renforcée dans les ministères d'exécution et dans les organismes nationaux de coordination.

Il existe une volonté politique de prendre en considération l'ensemble des facteurs politiques et socioéconomiques de la dégradation des terres.

Indicateur de résultats

Nombre de pays parties analysant les facteurs financiers dans le contexte des stratégies de financement intégrées conçues par le Mécanisme mondial.

Catégorie de résultats:

2.2 Les pays parties touchés révisent leur programme d'action national (PAN) pour en faire un document de stratégie fondé sur des données de référence biophysiques et socioéconomiques et l'incorporent dans des cadres d'investissements intégrés.

Réalisations escomptées

2.2.01 L'élaboration de stratégies de financement intégrées au profit de la gestion durable des terres contribue à l'alignement du programme d'action national sur la Stratégie associée à la Convention.

Risques/hypothèses:

Les pays parties ont recours aux stratégies de financement intégrées et à des approches semblables pour renforcer la mise en œuvre de leur programme d'action national.

Indicateur de résultats

Nombre de résultats des stratégies de financement intégrées utilisés pour réviser et aligner le programme d'action national.

<p>Catégorie de résultats:</p> <p>2.3 Les pays parties touchés intègrent leur PAN et les questions liées à la gestion durable des terres et à la dégradation des sols dans leurs plans de développement ainsi que dans leurs plans et politiques sectoriels et d'investissement.</p> <p>Réalisations escomptées</p> <p>2.3.01 Les stratégies de financement intégrées mettent en évidence les possibilités d'investissement au profit des priorités du PAN dans les documents relatifs au développement tels que les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et les plans et politiques sectoriels et d'investissement.</p>	<p>Risques/hypothèses:</p> <p>Les pays parties touchés intègrent de plus en plus leur PAN dans leur cadre de planification stratégique national.</p> <p>Indicateur de résultats</p> <p>Nombre de pays parties touchés soutenus par le Mécanisme mondial qui se concentrent de façon stratégique sur les liens entre le développement, la réduction de la pauvreté et le financement de la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse et de la gestion durable des terres.</p>
<p>Catégorie de résultats:</p> <p>2.4 Les pays parties développés intègrent les objectifs de la Convention et les interventions en faveur de la gestion durable des terres dans leurs programmes/projets de coopération pour le développement en même temps qu'ils appuient les plans sectoriels et d'investissement nationaux.</p> <p>Réalisations escomptées</p> <p>2.4.01 La gestion durable des terres est prise en compte de façon systématique dans les politiques de développement des pays parties développés.</p>	<p>Risques/hypothèses:</p> <p>Les pays parties développés accordent une plus grande importance aux objectifs de la Convention et y consacrent davantage d'investissements.</p> <p>Indicateur de résultats</p> <p>Nombre d'actions menées conjointement par le Mécanisme mondial et les pays parties développés.</p>
<p>Catégorie de résultats:</p> <p>2.5 Des mesures créant une synergie entre les programmes d'action contre la désertification et la dégradation des terres et les initiatives en faveur de la préservation de la diversité biologique, de l'atténuation des effets des changements climatiques et de l'adaptation à ces effets sont mises en place ou renforcées de façon à accroître l'impact des interventions.</p>	<p>Risques/hypothèses:</p> <p>Les organismes d'exécution sont disposés à coopérer et s'emploient à réaliser des synergies.</p> <p>La remise en état des terres est considérée comme un moyen de s'attaquer aux problèmes soulevés dans les autres Conventions de Rio.</p>

Réalisations escomptées	Indicateur de résultats
2.5.01 Davantage de moyens financiers au profit de la gestion durable des terres, grâce à la mise en œuvre synergique des conventions de Rio.	Nombre d'initiatives synergiques permettant d'accroître les moyens financiers au profit de la gestion durable des terres, menées avec l'appui du Mécanisme mondial.

Tableau 4

Plan de travail quadriennal relatif aux activités de direction et d'administration
Objectif opérationnel X (Direction et administration)

Catégorie de résultats:	Risques/hypothèses:
X.1: Direction et administration	Des ressources et des compétences sont disponibles pour contribuer au bon fonctionnement du Mécanisme mondial.
Réalisations escomptées	Indicateur de résultats
X.1.01 Le Mécanisme mondial participe effectivement – sur les questions touchant le financement de la mise en œuvre de la Convention – aux stratégies, aux débats et aux partenariats internationaux, au bénéfice de la Convention et des pays parties.	Participation à des groupes de travail et à des activités de coopération, de coordination et de surveillance. Proportion du budget de base adopté par la Conférence des Parties reçue au profit des activités du Mécanisme mondial. Approbation des contributions du Mécanisme mondial par le Président du FIDA. Adoption et mise en œuvre d'une méthode pour évaluer l'impact quantitatif du Mécanisme mondial sur la mobilisation de ressources (première application en vue de la présentation de rapports à la dixième session de la Conférence des Parties). Nombre d'initiatives relatives au financement de la gestion durable des terres menées conjointement par le Comité de facilitation et le Mécanisme mondial.
X.1.02 Gestion efficace et transparente du programme de travail et des ressources financières	Gestion axée sur la qualité et les résultats. Les résultats de l'audit du FIDA concernant le Mécanisme mondial sont satisfaisants. Montant en euros des contributions volontaires collectées auprès des donateurs. Nombre d'initiatives de perfectionnement du personnel et de constitution d'équipes.

Réalisations escomptées	Indicateur de résultats
X.1.03 Information à grande échelle sur les services fournis par le Mécanisme mondial au titre de la Convention	Nombre quotidien de visiteurs du site Web.

Annexe IV

Plan de travail du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (2010-2013)

A. Objectifs stratégiques contenus dans la Stratégie

Réalisations escomptées	Indicateur de résultats
Objectifs stratégiques: Les Parties conviennent des prochaines étapes à prévoir pour atteindre les objectifs stratégiques 1 à 4 de la Stratégie.	<p>Décision de la Conférence des Parties concernant les prochaines étapes à prévoir pour atteindre les objectifs stratégiques, compte tenu de la section de l'examen à mi-parcours qui se rapporte aux objectifs stratégiques 1 à 4.</p> <p>But fixé pour 2011: Décision de la Conférence des Parties dans laquelle les Parties adoptent un ensemble complet d'indicateurs d'impact pour les objectifs stratégiques 1, 2 et 3 et des méthodes correspondantes tenant compte de la majeure partie des recommandations du Comité.</p>

B. Objectifs opérationnels contenus dans la Stratégie

Objectif opérationnel 1: plaidoyer, sensibilisation et éducation

Réalisations escomptées	Indicateur de résultats
Objectif opérationnel 1 concernant le plaidoyer, la sensibilisation et l'éducation: Les Parties évaluent les progrès accomplis pour atteindre cet objectif opérationnel et arrêtent les prochaines mesures à prendre.	<p>Décision(s) de la Conférence des Parties définissant les prochaines mesures à prendre pour atteindre l'objectif opérationnel 1 et les travaux correspondants des institutions et organes subsidiaires de la Convention, et proposant des éléments pour l'examen, eu égard à la section de l'examen à mi-parcours qui se rapporte à l'objectif opérationnel en question.</p> <p>But fixé pour 2011: Décision de la Conférence des Parties sur les prochaines mesures à prendre pour atteindre l'objectif opérationnel 1, axée sur les Parties et sur les travaux correspondants des institutions et des organes subsidiaires de la Convention.</p>

Objectif opérationnel 2: cadre d'action

Réalisations escomptées	Indicateur de résultats
Objectif opérationnel 2 concernant le cadre d'action: Les Parties évaluent les progrès accomplis pour atteindre cet objectif opérationnel et arrêtent les prochaines mesures à prendre.	Décision(s) de la Conférence des Parties définissant les prochaines mesures à prendre pour atteindre l'objectif opérationnel 2 et les travaux correspondants des institutions et des organes subsidiaires de la Convention et proposant des éléments pour l'examen, eu égard à la section de l'examen à mi-parcours qui se rapporte à l'objectif opérationnel en question. But fixé pour 2011: Décision de la Conférence des Parties sur les prochaines mesures à prendre pour atteindre l'objectif opérationnel 2, axée sur les Parties et sur les travaux correspondants des institutions et des organes subsidiaires de la Convention.

Objectif opérationnel 3: science, technologie et connaissances

Réalisations escomptées	Indicateur de résultats
Objectif opérationnel 3 concernant la science, la technologie et les connaissances: Les Parties évaluent les progrès accomplis pour atteindre cet objectif opérationnel et arrêtent les prochaines mesures à prendre.	Décision(s) de la Conférence des Parties définissant les prochaines mesures à prendre pour atteindre l'objectif opérationnel 3 et les travaux correspondants des institutions et des organes subsidiaires de la Convention, et proposant des éléments pour l'examen, eu égard à la section de l'examen à mi-parcours qui se rapporte à l'objectif opérationnel en question. But fixé pour 2011: Décision de la Conférence des Parties sur les prochaines mesures à prendre pour atteindre l'objectif opérationnel 3, axée sur les Parties et sur les travaux correspondants des institutions et des organes subsidiaires de la Convention.

Objectif opérationnel 4: renforcement des capacités

Réalisations escomptées	Indicateur de résultats
Objectif opérationnel 4 concernant le renforcement des capacités: Les Parties évaluent des progrès accomplis pour atteindre cet objectif opérationnel et arrêtent les prochaines mesures à prendre.	Décision(s) de la Conférence des Parties définissant les prochaines mesures à prendre en vue d'atteindre l'objectif opérationnel 4 et les travaux correspondants des institutions et des organes subsidiaires de la Convention, et proposant des éléments pour l'examen, eu égard à la section de l'examen à mi-parcours qui se rapporte à l'objectif opérationnel en question. But fixé pour 2011: Décision de la Conférence des Parties sur les prochaines mesures à prendre pour atteindre l'objectif opérationnel 4, axée sur les Parties et les travaux correspondants des institutions et des organes subsidiaires de la Convention

Objectif opérationnel 5: financement et transfert de technologie

Réalisations escomptées	Indicateur de résultats
Objectif opérationnel 5 concernant le financement et le transfert de technologie: Les Parties évaluent les progrès accomplis pour atteindre cet objectif opérationnel et arrêtent les prochaines mesures à prendre.	Décision(s) de la Conférence des Parties définissant les prochaines mesures à prendre en vue d'atteindre l'objectif opérationnel 5 et les travaux correspondants des institutions et des organes subsidiaires de la Convention, et proposant des éléments pour l'examen, eu égard à la section de l'examen à mi-parcours qui se rapporte à l'objectif opérationnel en question. But fixé pour 2011: Décision de la Conférence des Parties sur les prochaines mesures à prendre pour atteindre l'objectif opérationnel 5, axée sur les Parties et sur les travaux correspondants des institutions et des organes subsidiaires de la Convention.

C. Évaluation et suivi du fonctionnement et de l'efficacité du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

Réalisations escomptées	Indicateur de résultats
Les Parties évaluent et contrôlent le fonctionnement et l'efficacité du Comité et décident des modifications à apporter au processus de suivi.	Décision de la Conférence des Parties à sa onzième session (2013) évaluant le processus de suivi mis en place par le Comité et déterminant les modifications à y apporter le cas échéant. But fixé pour 2011: Décisions de la Conférence des Parties sur: a) les prochaines mesures à prendre pour atteindre les objectifs opérationnels, axées sur les Parties et sur les travaux correspondants des institutions et des organes subsidiaires de la Convention; et b) le mandat de l'examen à mi-parcours de la Stratégie.

Annexe V

Plan de travail pluriannuel du Comité de la science et de la technologie (2010-2013)

Résultat 3.1: Un soutien est apporté pour le suivi national de l'évolution des conditions biophysiques et socioéconomiques et l'analyse de la vulnérabilité correspondante dans les pays touchés.

Risques/hypothèses: La volonté politique des Parties et la faible capacité de certains pays touchés

Effets escomptés (2010-2013)	Indicateur de résultats (2010-2013)
3.1.1 Recours progressif des Parties à des méthodes harmonisées pour le sous-ensemble d'indicateurs	Nombre de pays parties utilisant les méthodes harmonisées
3.1.2 Recours, par les Parties, à un processus itératif et à un exercice pilote de suivi des incidences pour sélectionner un ensemble révisé d'indicateurs d'impact avec des contributions des Parties, un examen collégial de caractère scientifique et une harmonisation avec d'autres indicateurs communiqués au niveau international	Nombre de Parties participant au processus interactif et à l'exercice pilote de suivi des incidences
3.1.3 Adoption par les Parties de mesures visant à satisfaire les besoins de renforcement des capacités liés à l'utilisation du sous-ensemble convenu d'indicateurs d'impact et à l'établissement d'objectifs et de données de référence	Nombre de pays appliquant ces mesures

Résultat 3.2: Une base de références est constituée à partir des données les plus fiables disponibles concernant l'évolution des conditions biophysiques et socioéconomiques, et les approches scientifiques en la matière sont peu à peu harmonisées.

Risques/hypothèses: La volonté politique des Parties et la faible capacité de certains pays touchés

Effets escomptés (2010-2013)	Indicateur de résultats (2010-2013)
3.2.1 Établissement par les Parties de niveaux de référence et d'objectifs nationaux pour le sous-ensemble d'indicateurs à partir de critères convenus au niveau national	Nombre de pays qui ont établi des niveaux de référence et des objectifs explicites

Résultat 3.3: Les facteurs biophysiques et socioéconomiques et leurs interactions dans les zones touchées sont mieux connus, ce qui permet d'améliorer le processus décisionnel.

Risques/hypothèses: La volonté politique des Parties

Effets escomptés (2010-2013)

Indicateur de résultats (2010-2013)

3.3.1 Application des recommandations du CST par les Parties pour les thèmes prioritaires retenus

Prise en compte, dans les décisions de la Conférence des Parties, des recommandations du CST sur les thèmes prioritaires

Résultat 3.4: Les interactions entre l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de la sécheresse et la remise en état des terres dégradées dans les zones touchées sont mieux connues, ce qui permet de mettre au point des outils d'aide à la décision.

Risques/hypothèses: La volonté politique des Parties et l'engagement des organes scientifiques de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Convention sur la diversité biologique

Effets escomptés (2010-2013)

Indicateur de résultats (2010-2013)

3.4.1 Renforcement de la coopération scientifique et de l'échange de connaissances avec les organes subsidiaires scientifiques de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Convention sur la diversité biologique

Ampleur de l'échange de connaissances avec les organes subsidiaires scientifiques de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Convention sur la diversité biologique

3.4.2 Utilisation réciproque renforcée du matériel produit par les organes subsidiaires scientifiques des trois Conventions de Rio

Mesure dans laquelle le matériel produit par les organes subsidiaires scientifiques des trois Conventions de Rio est utilisé par d'autres organes

Résultat 3.5: Des mécanismes efficaces de partage des connaissances, y compris les connaissances traditionnelles², sont en place aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national pour aider les décideurs et les utilisateurs finals, notamment par le recensement et la mise en commun des meilleures pratiques et des exemples de réussite.

Risques/hypothèses: La volonté politique des Parties

Effets escomptés (2010-2013)

Indicateur de résultats (2010-2013)

3.5.1 Recours croissant des Parties et des milieux scientifiques à la composante scientifique des systèmes généraux de partage des connaissances (y compris des connaissances traditionnelles visées à l'alinéa g de l'article 16 et à l'alinéa b du paragraphe 2 de l'article 18 approuvés par le CST)

Mesure dans laquelle les Parties et les milieux scientifiques utilisent les informations contenues dans la composante scientifique des systèmes de partage des connaissances approuvés par le CST

3.5.2 Priorité donnée par le CST à une meilleure sensibilisation aux problèmes de la part des scientifiques et d'autres publics spécialisés, y compris les communautés traditionnelles, à l'aide des systèmes de partage des connaissances

Mesure dans laquelle les informations contenues dans les systèmes de partage des connaissances sont prises en compte par les publics visés dans des publications et d'autres produits, conformément à l'alinéa g de l'article 16 et à l'alinéa b du paragraphe 2 de l'article 18

Résultat 3.6: Les réseaux et les établissements scientifiques et technologiques compétents dans les domaines de la désertification/dégradation des terres et de la sécheresse sont invités à apporter leur soutien pour la mise en œuvre de la Convention.

Risques/hypothèses: La volonté politique des Parties et l'engagement des réseaux et des établissements scientifiques (y compris les organisations non gouvernementales et les organisations de la société civile) dans les pays touchés

Effets escomptés (2010-2013)

Indicateur de résultats (2010-2013)

3.6.1 Accord des Parties sur des moyens efficaces de recourir à la science par l'intermédiaire du CST

Décision de la Conférence des Parties sur des moyens efficaces

² À l'exclusion des connaissances traditionnelles relatives aux ressources génétiques [et des droits de propriété des communautés].